

Burundi : Des institutions "paralysées et démissionnaires" déplore l'opposition

@rib News, 24/03/2011ADCâ€“IKIBIRIAlliance des DÃ©mocrates pour le Changement au BurundiConfÃ©rence de presse de la Coalition ADC-IKIBIRI du 24 Mars 2011 sur le rÃ´le et la place des institutions issues des Ã©lections truquÃ©es dans la stabilisation du pays et la lutte contre lâ€™impunitÃ© des crimes Ã©conomiquesMesdames, Messieurs, les journalistesDepuis le hold up Ã©lectoral du 24 Mai 2010, la Coalition ADC-IKIBIRI nâ€™a cessÃ© de dÃ©noncer la prÃ©sence dâ€™une Ã© organisation mafieuse dans les sphÃ©res de dÃ©cision de lâ€™Etat qui, au nom de lâ€™Etat burundais et sous la parapluie du parti CNDD-FDD, a dÃ©jÃ orchestrÃ© beaucoup de crimes Ã©conomiques, des assassinats, des arrestations et des jugements arbitraires, des emprisonnements abusifs Ã lâ€™endroit dâ€™honnÃªtes citoyens qui prennent la responsabilitÃ© de mettre Ã jour les crimes. Cette organisation sâ€™est rendue coupable.

Dans une confÃ©rence de presse animÃ©e par la Coalition ADC-IKIBIRI le 24 FÃ©vrier 2011 sous le thÃ©me : Ã« 9 mois aprÃªs les Ã©lections truquÃ©es du 24 Mai 2010Ã», la Coalition avait dÃ©montrÃ© que malgrÃ© les engagements signÃ©s par les membres du gouvernement du rÃ©gime en place aprÃªs six mois de tÃ¢tonnement, la reconduction dâ€™une Ã©quipe gouvernementale dont certains membres sont impliquÃ©s dans des scandales politico-financiers ne pouvait pas rassurer le Peuple Burundais et la communautÃ© internationale ; Que si le Chef du Gouvernement avait tenu promesse, lâ€™Ã©quipe gouvernementale allait Ãªtre remerciÃ©e soit pour incompÃ©tence, soit pour la mauvaise gestion ou lâ€™inertie souvent dÃ©noncÃ©es Ã travers beaucoup de rapports sur la Gouvernance de lâ€™Etat burundais ; Que le rÃ©gime en place Ã Bujumbura venait encore une fois de tenir des promesses qui ne seront pas exÃ©cutÃ©es par des institutions dont certains tÃ©nors sont devenus plus corrompus et mÃªme plus puissants que lâ€™Etat du Burundi ; Que le Burundi sâ€™est enfoncÃ© dans un systÃ©me basÃ© principalement sur des pratiques de corruption, tellement profondes et graves, que le pays est classÃ© actuellement parmi les 10 premiers pays les plus corrompus et les trois premiers pays les plus pauvres du monde. Que malgrÃ© la dÃ©claration d'intention de la tolÃ©rance zÃ©ro du PrÃ©sident NKURUNZIZA contre les corrupteurs et les corrompus, ces pratiques continuent Ã dÃ©fier le peuple burundais et la communautÃ© internationale en perfectionnant tranquillement et impunÃ©ment leurs forfaits ; Que la politique de tolÃ©rance zÃ©ro prÃ©nÃ©e par le PrÃ©sident NKURUNZIZA restera lettre morte sâ€™il nâ€™assume pas ses responsabilitÃ©s en se dÃ©barrassant de certains de ses proches collaborateurs impliquÃ©s dans la maffia. La Coalition ADC-IKIBIRI avait terminÃ© en faisant appel Ã toutes les forces politiques, sociales et morales de prendre conscience du malaise politique, social Ã©conomique qui sâ€™installe dans le pays et exiger du PrÃ©sident NKURUNZIZA sa disponibilitÃ© et son engagement ferme pour arrÃªter cette descente aux enfers avant quâ€™il ne soit trop tard. La Coalition ADC-IKIBIRI avait demandÃ© Ã la communautÃ© internationale de rester toujours vigilante et contraindre le rÃ©gime en place dâ€™entamer un dialogue direct, franc et sincÃ©re avec les diffÃ©rents protagonistes et d'autres acteurs de la sociÃ©tÃ© burundaise sur des questions sensibles notamment la sÃ©curitÃ©, la corruption et les malversations Ã©conomiques, le bradage du patrimoine national, la dÃ©mocratie et la bonne gouvernance, la sÃ©paration effective des pouvoirs et les droits de lâ€™homme. Lors la derniÃ©re confÃ©rence de presse animÃ©e par la Coalition ADC-IKIBIRI sur lâ€™ampleur de ces pratiques de corruption, de dÃ©tournement des deniers publics et des malversations Ã©conomiques et financiÃ©res dans notre pays, nous avons indiquÃ© : Ã« Que le hold up Ã©lectoral du 24 mai 2010 signifiait ni moins ni plus, lâ€™aboutissement tragique du refus de la dÃ©mocratie et le dÃ©nigrement du peuple burundais ; Que les institutions issues de cette mascarade Ã©lectorale venaient de faire 6 mois de tÃ¢tonnement, de mauvaise gestion, de promesses vaines, dâ€™introduction des rÃ©formes mal pensÃ©es surtout dans les diffÃ©rents secteurs sensibles de la vie nationale ; Que lâ€™Etat nationale et internationale restait sur sa soif concernant les gros dossiers comme Falcon 50, Interpetrol, SOSUMO, dette de lâ€™Ouganda envers le Burundi, contrats dâ€™exploitation miniÃ©re, marchÃ© illÃ©gal de 600 milliards de FBU, dossier REGIDESO, assassinat de Ernest MANIRUMVA etcâ€“ ; Que la population burundaise et la communautÃ© internationale sont tÃ©moins de lâ€™incohÃ©rence notoire au sein de lâ€™Ã©quipe dirigeante du rÃ©gime actuel et au Parti CNDD-FDD sur la ces dossiers ; Que des faits et gestes prouvent Ã suffisance qu'au sein des institutions de l'Etat et du parti CNDD-FDD, ces corrompus-corrupteurs se constituent en une maffia, se renforcent et se consolident et dominent l'Etat. Que la Coalition ADC-IKIBIRI trouve normal la situation actuelle car, les Ã©lections truquÃ©es ne pouvaient engendrer que des institutions sans vision, sans ligne directrice, constituÃ©es dâ€™hommes et de femmes opportunistes dâ€™oÃ¹ des contradictions quasi permanentes dans la gestion des affaires de lâ€™Etat. Bien que le PrÃ©sident NKURUNZIZA ait lancÃ© le mot dâ€™ordre de tolÃ©rance zÃ©ro ; quâ€™existeraient des institutions en charges de lutte contre la corruption et les malversations Ã©conomiques, force est de constater que les caisses de lâ€™Etat continuent Ã Ãªtre dilapidÃ©es, le patrimoine national bradÃ©, les ressources naturelles exploitÃ©es Ã vil prix et tout cela au profit dâ€™une poignÃ©e de gens couvertes par lâ€™impunitÃ© dÃ©noncÃ©es de tous les coins. Que pour toutes ces raisons, la Coalition ADC-IKIBIRI a prÃ©fÃ©rÃ© ne pas cautionner ce hold up Ã©lectoral et ses multiples consÃ©quences sur la vie du pays dont notamment : Le dÃ©tournement, par certains membres du gouvernement et autres dignitaires de lâ€™Etat des fonds accordÃ©s au Burundi pour relever son Ã©conomie dÃ©jÃ Ã plat qui rÃ©duit lâ€™aide budgÃ©taire demandÃ©e par le gouvernement Ã 20% comme lâ€™a confirmÃ©e le DeuxiÃ©me Vice-PrÃ©sident RÃ©publicain, Monsieur Gervais RUFYIKIRI Ã NGOZI et Ã Mwaro en sachant que le budget de lâ€™Etat du Burundi est financÃ© de lâ€™extÃ©rieur Ã concurrence de 54% et que les services gÃ©nÃ©raux et sociaux engloutissent Ã eux seuls 90% du budget contre 10% dans le secteur productif. Pour faire fonctionner lâ€™Etat, les hautes autoritÃ©s de ce pays, jouent sur lâ€™augmentation des impÃ´ts et des taxes et extorquer ainsi du petit contribuable dÃ©jÃ exsangue la substance financiÃ©re au profit des grands corrompus de la RÃ©publique. Le carburant monte de prix trois fois les deux mois et en consÃ©quence toutes les denrÃ©es alimentaires et les services de base suivent le mÃªme rythme. Nous allons avoir dâ€™un cÃ´tÃ© un petit groupe de grands richards qui se prennent pour des seigneurs de notre pays et dâ€™autre cÃ´tÃ©, un peuple aliÃ©nÃ©, infantilisiÃ© qui continuera Ã croupir dans une misÃ©re indescriptible. Les rangs des jeunes chÃªmeurs diplÃ©mÃ©s vont continuer Ã se gonfler, ce qui constitue un danger rÃ©el pour lâ€™avenir de notre pays. Dans toutes ces confÃ©rences de presse la Coalition ADC-IKIBIRI nâ€™a cessÃ© dâ€™interpeller les institutions en place et alerter la communautÃ© internationale sur les risques de dÃ©rapage du processus de paix et de rÃ©conciliation en cours au Burundi. Que constatons-nous

aujourd'hui ? Le Président Peter NKURUNZIZA et son gouvernement sont paralysés et impuissants face à l'ampleur des pratiques de corruption, de détournement des deniers publics, des marchés illégaux, des malversations économiques et financières. Nous nous trouvons au stade où un ministre décide seul, en dehors du gouvernement et du parlement, sur l'utilisation du budget de l'Etat (cas des 15 milliards de FBU que le gouvernement Ougandais venait de rembourser au gouvernement burundais) ou la fixation des taxes et des impôts en violation de la constitution et d'autres lois en vigueur et en la matière (cas des documents de voyage dont les prix ont été revus en hausse par le ministre de la sécurité publique malgré l'opposition du parlement sur cette matière). On en déduit que le sommet de l'Etat devient de plus en plus faible face à la clique des super puissants corrompus-corrupteurs. Le gouvernement n'est donc plus en mesure de remplir ses missions constitutionnelles. L'Assemblée Nationale et le Sénat sont devenus complices et une caisse de résonance de ce groupe de mafia en manifestant une incapacité notoire à contrôler l'action gouvernementale en matière de corruption, de détournement des deniers publics, des marchés illégaux et des malversations économiques et financières. C'est scandaleux lorsqu'on entend un parlement oser soutenir publiquement la clique des corrompus-corrupteurs sur le limogeage et la traduction en justice de l'Honorable Manassé NZOBONIMPA sur ses centes rations. Un parlement issu des élections truquées ne peut se comporter que de cette manière. Pourtant, des crises entre l'ex-Ministre de l'Éducation, monsieur Saidi KIBEYA et la Ministre des Finances, madame Clotilde NIRAGIRA sur le détournement des fonds remboursés le gouvernement Ougandais existent. Pouvons-nous croire un seul instant que le parlement n'est pas au courant ? L'appareil judiciaire et les institutions chargées de lutter contre la corruption ont presque démissionné de leurs fonctions. Il ne peut pas être autrement face à un gouvernement et un parlement décriés ci-dessus. Bref, nous nous trouvons face à un gouvernement, un parlement et un appareil judiciaire démissionnaires dans un environnement politique, économique et social très critique. Que ce soit au niveau politique, au niveau sécuritaire, au niveau économique et social, dans presque tous les secteurs de la vie nationale, c'est la désolation, c'est la déception, c'est le désespoir ! Face aux institutions paralysées et presque démissionnaires, le renforcement et la consolidation de cette organisation maffieuse dans les sphères de décisions de l'Etat, face à la dégradation des conditions de vie de notre peuple livré au chômage, à la pauvreté, à la faim et à la maladie, un peuple réduit à la mendicité chronique ; pour conjurer la menace de la guerre civile et éviter la déchirance morale dans notre chère patrie, il faut une combinaison d'actions énergiques pour arrêter cette descente aux enfers, corriger et redresser la situation, reprendre, poursuivre et parachever le processus inachevé de paix et de réconciliation au Burundi. Le gouvernement et le parlement en place sont incapables d'accomplir une telle mission. Lutter contre ces pratiques de corruption ne sera pas du tout une tâche facile surtout que ces corrupteurs-corrompus sont au dessus de l'Etat et de la loi ; surtout que les institutions de l'Etat ne fonctionnent plus. La question nous interpelle tous. Si nous avons un gouvernement engagé, cohérent et responsable, nous nous rangerons derrière lui. Mais eu égard au développement qui précède, nous nous devons de nous organiser nous-mêmes comme burundais épris de paix toutes catégories confondues : forces politiques, forces sociales et morales pour exiger la remise des milliards de francs burundais dans les caisses de l'Etat impérativement ; pour exiger le limogeage de ces membres du gouvernement et ces dignitaires qui se sont rendus coupables des divers crimes ci-dessus énumérés et de les traduire devant la justice. Tel est le seul salut du Burundi et du peuple burundais. Je vous remercie